

[COMMUNIQUE DE PRESSE] PROJET DE LOI DE FINANCES 2025 : Les travailleurs ne peuvent pas être les premières victimes de la rigueur

La CFDT s'est toujours positionnée en responsabilité en matière budgétaire. Elle n'a eu de cesse de rappeler depuis de nombreux mois que l'argent public est précieux. En conséquence, il doit être dépensé avec la plus grande attention. Toutefois le budget 2025 présenté par le gouvernement révèle une rigueur sans précédent, d'une ampleur jamais connue depuis plusieurs décennies.

La CFDT note tout d'abord avec intérêt que le dogme imposé depuis plusieurs années sur la hausse des recettes a volé en éclat et que le gouvernement se rend enfin compte que l'on ne peut construire un budget de crise uniquement sur la baisse des dépenses.

Cependant, l'ampleur des efforts demandés en matière de baisse du budget de l'Etat et de la protection sociale ne peut se faire sans une dégradation importante des services publics comme l'éducation par exemple, et une fragilisation encore accrue de notre système de santé. De plus, ce projet de budget impacte fortement l'emploi public, malgré une perte d'attractivité sans précédent des fonctions publiques.

Ce sont les travailleurs, et en premier lieu les plus fragiles qui en subiront les conséquences. La transition écologique et la lutte contre le changement climatique, tout comme l'accompagnement vers l'emploi feront les frais de ce projet alors que de lourdes transformations sont nécessaires.

La CFDT alerte sur le risque d'un rejet massif de ce projet qui altère à la fois le sentiment de justice fiscale et de consentement à l'impôt et prend le risque de casser le peu de croissance que nous connaissons.

En passant sous silence les raisons profondes de la hausse du déficit (en particulier les baisses d'impôt inédites sur les plus aisés et les entreprises depuis 2017), le projet de loi de finances esquive le débat sur la répartition des efforts. La politique fiscale et budgétaire, pour être efficace, doit donner à chacun le sentiment que les efforts sont équitablement répartis.

La CFDT a exposé de longue date ses propositions concrètes pour répondre aux enjeux de finances publiques et appelle à une conférence sur les finances publiques avec l'ensemble des parties prenantes.

L'investissement public, les travailleuses et les travailleurs ne doivent pas être les victimes d'une injuste et inefficace politique de rigueur.

DÉCLARATION DE LUC MATHIEU, SECRÉTAIRE NATIONAL DE LA CFDT

contre